

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE-BIGORRE
COMMUNE DE GERDE (HAUTES PYRENEES)**

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE 6 – CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Projet de P.L.U. arrêté le 11/03/2019
Enquête publique du 18/10/2019 au 18/11/2019
P.L.U. approuvé le

LISTE DES PERSONNES PUBLIQUES CONSULTEES

Nom de l'organisme	Date réception dossier	Date avis
ETAT	04/06/2019	02/09/2019
CDPENAF	04/06/2019	Pas de réponse reçue ¹
PREFECTURE – arrêté sur dérogation urbanisation limitée	04/06/2019	10/09/2019 (Reçu le 17/09/2019)
Direction Départementale des Territoires des Hautes- Pyrénées ARS + CRPF + DDCSPP + DDFIP + DREAL + DRAC + Inspection Académique + ONF + ORANGE + RTE + RFF + SDIS + UDAP + TEREKA	12/06/2019	Pas de réponse reçue ²
Région Occitanie	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Conseil Départemental des Hautes- Pyrénées	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes et des Hautes- Pyrénées	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Chambre d'Agriculture des Hautes Pyrénées	12/06/2019	06/09/2019 (Reçu le 13/09/2019)
Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Hautes- Pyrénées	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Centre Régional de la propriété forestière	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Office National des Forêts- Agence Départementale des Hautes- Pyrénées	12/06/2019	04/07/2019 (Reçu le 05/07/2019)
Institut National de l'Origine et de la Qualité	14/06/2019	26/07/2019 (Reçu le 02/08/2019)
Institution Adour	14/06/2019	Pas de réponses reçue
Agence de l'eau Adour- Garonne	14/06/2019	Pas de réponses reçue
Communauté de Communes de la Haute Bigorre – SCOT	12/06/2019	Pas de réponses reçue

¹ L'avis de la CDPENAF a été adressé à la commune de Gerde le 17/07/2019. La CCHB a néanmoins souhaité examiner cet avis dans le cadre de l'élaboration du P.L.U. de Gerde.

² L'avis des services de l'Etat accompagné de ses annexes (servitudes, avis RTE, ONF, INAO), a été adressé à la commune de Gerde le 23/08/2019. La CCHB a néanmoins souhaité examiner cet avis dans le cadre de l'élaboration du P.L.U. de Gerde. A noter que RTE, l'ONF et l'INAO ont adressés leur avis à la CCHB par ailleurs.

Nom de l'organisme	Date réception dossier	Date avis
Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Communauté de Communes du plateau de Lannemezan et des Baïses	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Syndicat Mixte Adour Amont	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Syndicat Départemental d'Electricité des H.P. (S.D.E 65)	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Services d'Incendie et de Secours des H.P. (SDIS 65)	12/06/2019	Pas de réponses reçue
CAUE 65	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Syndicat AEP Gerde-Beaudéan	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Syndicat AEP Las Aygues	12/06/2019	Pas de réponses reçue
SPANC de l'Adour	AR non réclamé – CS 02/07/2019	Pas de réponses reçue
Bagnères de Bigorre Asté Lies Uzer	12/06/2019	Pas de réponses reçue

REPONSES AUX AVIS REÇUS

ORGANISME	REMARQUES	REPONSE PROPOSEE
ONF	<p>Avis favorable assortis de plusieurs remarques :</p> <p>1/ Faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial des terrains relevant du régime forestier ;</p> <p>2/ L'ONF préconise de créer une contrainte d'urbanisme imposant un recul aux constructions de 30 à 50 m de largeur en limite de la forêt afin d'éviter tout problème lié à la chute d'arbres, de branches ou de feuilles, et de demande d'abattage ultérieure.</p> <p>3/ Le document d'urbanisme veillera au maintien des accès à la forêt pour des engins d'exploitation de fort tonnage.</p> <p>4/ Il ne paraît pas nécessaire que les périmètres de la forêt bénéficient d'un classement en EBC.</p>	<p>1/ La présence de forêt relevant du régime forestier est mentionnée dans le rapport de présentation, accompagné d'une carte localisant ces forêts, carte qui est reprise dans les annexes du P.L.U. La carte fournie par l'ONF sera ajoutée aux annexes dans le dossier de P.L.U. approuvé.</p> <p>2/ Aucune zone urbaine et à urbaniser ne se situe à proximité des forêts communales.</p> <p>3/ Le P.L.U. ne remet pas en cause les accès existants.</p> <p>4/ Pas de modifications à apporter au P.L.U.</p>
Préfecture des Hautes-Pyrénées	<p>L'avis se décline en 4 réserves et plusieurs recommandations et observations complémentaires</p> <p>1/ Prévoir une densité plus importante (18 log/ha) en densification, dans le respect du projet de SCoT</p> <p>2/ Prioriser l'ouverture à l'urbanisation des parcelles les plus intégrées au milieu urbain et de classer 2.04 ha des surfaces en 2AU</p> <p>3/ Reclassez les hameaux de Marcadiou et Arganat en Ah ou Nh (ou A ou N)</p> <p>4/ Prévoir des emplacements réservés pour les liaisons douces</p>	<p>D'une manière générale, la commune rappelle que le SCoT actuellement en cours d'élaboration n'est pas approuvé → aucune obligation de compatibilité avec un document supra-communale encore amené à évoluer.</p> <p>1/ Les densités ne sont pas reprises.</p> <p>2/ La collectivité a proposé un objectif de croissance qui reste en conformité avec ce qu'il s'est passé s'est dernières années. L'ouverture à l'urbanisation proposée est en adéquation avec des volonté de croissance. De plus, l'ensemble des terrains proposés en 1AU sont desservis par les réseaux et un reclassement en 2AU aurait pour conséquence de fragiliser le document.</p>

ORGANISME	REMARQUES	REPONSE PROPOSEE
		<p>Le maintien en zone à urbaniser 1AU de l'O.A.P. n°5 est soumis à l'obtention de la dérogation préfectorale qui n'a pas été accordée, mais dont le refus peut faire l'objet d'un recours.</p> <p>Les parcelles concernées sont situées en « dent creuse » entre des constructions existantes et sont desservies par les réseaux.</p> <p>En l'absence de suite favorable donnée à un éventuel recours, ce secteur devra être reclassé en zone à urbaniser à long terme, ouverte à l'urbanisation après modification ou révision du P.L.U. (ce qui nécessitera une nouvelle demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée) ou en zone agricole.</p> <p>3/ Ces 2 hameaux, tous comme les 2 autres identifiés disposent de quelques rares dents creuses que la collectivité souhaite proposer pour de nouvelles constructions (et non pas uniquement l'évolution des constructions existantes). De ce fait, le zonage du PLU arrêté restera le même.</p> <p>4/ Concernant les emplacements réservés, La mairie ne souhaite pas mettre en place d'autres ER que ceux prévus au PLU. Beaucoup de liaisons piétonnes existent déjà.</p>
CDPENAF	<p>Recommandations et observations</p> <p>1 Réserve demandant de reclasser en 2AU les parcelles A440-441 et 442 (OAP n°5).</p>	<p>Elles seront prises en compte dans la mesure du possible.</p> <p>Voir réponse aux avis de la Préfecture :</p> <p>La collectivité a proposé un objectif de croissance qui reste en conformité avec ce qu'il s'est passé s'est dernières années. L'ouverture à l'urbanisation proposée est en adéquation avec des volonté de croissance. De plus, l'ensemble des terrains proposés en 1AU sont desservis par les réseaux et un reclassement en 2AU aurait pour conséquence de fragiliser le document.</p> <p>Le maintien en zone à urbaniser 1AU de l'O.A.P. n°5 est soumis à</p>

ORGANISME	REMARQUES	REPONSE PROPOSEE
		<p>l'obtention de la dérogation préfectorale qui n'a pas été accordée, mais dont le refus peut faire l'objet d'un recours.</p> <p>Les parcelles concernées sont situées en « dent creuse » entre des constructions existantes et sont desservies par les réseaux.</p> <p>En l'absence de suite favorable donnée à un éventuel recours, ce secteur devra être reclassé en zone à urbaniser à long terme, ouverte à l'urbanisation après modification ou révision du P.L.U. (ce qui nécessitera une nouvelle demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée) ou en zone agricole.</p>
<p>Demande de dérogation au principe de constructibilité limitée</p>	<p>Avis défavorable pour parcelles A440, 441 et 442 (OAP n°5). Demande de suivre l'avis de la CDPENAF (reclassement en 2AU).</p>	<p>Voir réponse aux avis de la Préfecture :</p> <p>La collectivité a proposé un objectif de croissance qui reste en conformité avec ce qu'il s'est passé s'est dernières années. L'ouverture à l'urbanisation proposée est en adéquation avec des volonté de croissance. De plus, l'ensemble des terrains proposés en 1AU sont desservis par les réseaux et un reclassement en 2AU aurait pour conséquence de fragiliser le document.</p> <p>Le maintien en zone à urbaniser 1AU de l'O.A.P. n°5 est soumis à l'obtention de la dérogation préfectorale qui n'a pas été accordée, mais dont le refus peut faire l'objet d'un recours.</p> <p>Les parcelles concernées sont situées en « dent creuse » entre des constructions existantes et sont desservies par les réseaux.</p> <p>En l'absence de suite favorable donnée à un éventuel recours, ce secteur devra être reclassé en zone à urbaniser à long terme, ouverte à l'urbanisation après modification ou révision du P.L.U. (ce qui nécessitera une nouvelle demande de dérogation au</p>

ORGANISME	REMARQUES	REPONSE PROPOSEE
		principe d'urbanisation limitée) ou en zone agricole.
RTE	Documents informatifs pour compléter le PLU	Le PLU sera complété dans la mesure du possible.
INAO	Pas d'observation	Néant
Chambre d'Agriculture	Avis favorable avec 2 réserves : 1/ Classer en zone A les zones actuellement classées Ap 2/ Supprimer les caractéristiques architecturales concernant les constructions agricoles (hauteur des bâtiments agricoles).	1/ La protection des paysages est une préoccupation de la CCHB qui souhaite maintenir le classement en zone Ap : 2/ Le règlement écrit prévoit un certain nombre de cas où des dérogations aux règles peuvent être accordées. Peut-être faut-il ajouter une dérogation possible dans le cas où elle est justifiée par une meilleure intégration paysagère.
Conseil départemental Direction du Développement Local Direction de l'attractivité et de la solidarité territoriale Service Environnement Aménagement	Pas d'observation particulière mais émet une demande : porter dans le PLU les prescriptions qui figurent dans les avis émis sur les documents d'urbanisme (PC, CU, DP, LT) en ce qui concerne les conditions de desserte des terrains concernés et la gestion des eaux de ruissellement.	Le règlement sera complété dans la mesure du possible.

AVIS REÇUS



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction départementale des territoires
Service Urbanisme Foncier Logement
Bureau Aménagement et Planification
Territoriale

Tarbes, le 17 juillet 2019

Le Président de la CDPENAF

à

Affaire suivie par : Mme Ingrid BOUTARFA
tel.: 05-62-51-40-11
courriel : ingrid.boutarfa@hautes-pyrenees.gouv.fr

Madame le Maire de Gerde

**Objet : Avis CDPENAF
PLU de la commune de GERDE**

En date du 16 juillet 2019, la CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) a été amenée à examiner le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Gerde au titre de la réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers en application de l'article L. 153-16 alinéa 2 du code de l'urbanisme (CU), au titre des éléments relevant de la dérogation préfectorale au principe d'urbanisation limitée en application de l'article L. 142-5 du CU, au titre de la désignation de quatre bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone A en application de l'article L. 151-11 du CU et au titre des dispositions du règlement permettant les extensions d'habitations existantes ou les constructions d'annexes en zone A et N en application de l'article L. 151-12 du CU.

En synthèse, la commune préconise l'ouverture à l'urbanisation de 8,76 hectares pour la construction de 121 logements, avec une densité de 13 à 14 logements à l'hectare.

L'avis de la commission est :

- **au titre de la réduction des surfaces et des éléments relevant de la dérogation préfectorale au principe d'urbanisation limitée : FAVORABLE** (par 8 voix favorables, 5 voix défavorables et 1 abstention)
sous réserve de mettre en 2AU l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n°5 constituée des parties de parcelles A 440 – A 441 et A 442 considérant qu'elle réduit la surface d'un espace agricole protégé noté Ap dans le plan de zonage et conduit à une consommation excessive de l'espace.
- **Au titre de la désignation de quatre bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone A : FAVORABLE** (par 11 voix favorables et 3 voix défavorables) considérant que les 4 bâtiments sont desservis par les réseaux publics.
- **Au titre des dispositions du règlement permettant les extensions d'habitations existantes ou les constructions d'annexes en zone A et N : FAVORABLE** (par 12 voix favorables et 2 voix défavorables) considérant que les dispositions sont justifiées.

Le Président de la CDPENAF
représentant le Préfet,

Nicolas VERNAY



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Tarbes, le 10 SEP. 2019

Direction départementale des territoires

Service urbanisme, foncier, logement

Bureau aménagement et planification territoriale

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

Affaire suivie par :

Mme Ludivine Carrère

tel.: 05 62 51 41 76

courriel : ludivine.carrere@hautes-pyrenees.gouv.fr

à

Monsieur le Président de la
communauté de communes de la
Haute-Bigorre

Objet : Dérogation au principe d'urbanisation limitée – PLU arrêté de Gerde

P. J. : un arrêté préfectoral

Je vous informe que la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers des Hautes-Pyrénées (CDPENAF) s'est réunie le 16 juillet 2019 pour examiner votre demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée, concernant le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Gerde.

L'avis requis pour déroger au principe de la constructibilité limitée dans une commune non couverte par un SCoT, en application de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme, est celui de la CDPENAF.


Après examen par les services concernés, j'émet un avis défavorable pour déroger au principe d'urbanisation limitée sur l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°5 constituée des parcelles n°A 440, A 441 et A 442, et un avis favorable pour les autres parcelles faisant l'objet de la demande de dérogation.

Par conséquent, je vous engage à suivre l'avis de la CDPENAF en mettant cette OAP n°5 en 2 AU.

Aussi, vous trouverez ci-joint l'arrêt préfectoral statuant sur la dérogation demandée.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous accompagner dans l'aboutissement du PLU de Gerde.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire Général



Samuel BOUJU



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Arrêté préfectoral n° : 65-2019-09-10-004

Direction départementale des territoires

Service urbanisme, foncier, logement
Bureau aménagement et planification
territoriale

ARRÊTÉ statuant sur une dérogation en
application des dispositions de l'article
L. 142-5 du code de l'urbanisme en vue
d'ouvrir à l'urbanisation les zones à
urbaniser délimitées après le 1^{er} juillet 2002 et
les zones naturelles, agricoles ou forestières

Commune de Gerde

Le Préfet des Hautes-Pyrénées,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 142-4 et L. 142-5 ;

Vu l'arrêté du préfet des Hautes-Pyrénées du 21 septembre 2015 portant création et composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers des Hautes-Pyrénées ;

Vu le courrier du 4 juin 2019 de la communauté de communes de la Haute-Bigorre demandant la dérogation aux dispositions de l'article L. 142-5 pour une commune où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en date du 16 juillet 2019 ;

Considérant que la commune de Gerde n'étant pas couverte par un SCoT applicable, les zones à urbaniser délimitées après le 1^{er} juillet 2002 et les zones naturelles agricoles ou forestières ne peuvent plus, par principe, être ouvertes à l'urbanisation en application de la loi ALUR, depuis le 1^{er} janvier 2017. Néanmoins, il peut être dérogé au principe ci-dessus avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État, et après avis de la CDPENAF.

La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée :

- ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, à la préservation des continuités écologiques,
- ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace.
- ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements.
- ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.

Ces quatre conditions sont cumulatives.

Considérant que la commune de Gerde, dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme, demande une dérogation sur 7 Orientations d'Aménagement et de Programmation situées en zone à urbaniser (AU) soit 3,76 hectares. La majorité de ces secteurs sont situés en continuité des zones urbaines. L'ensemble des demandes à l'exception de l'OAP n°5 ne compromet pas l'exploitation des terres agricoles et la préservation des terres naturelles.

Considérant que l'OAP n°5 constituée des parcelles n°A 440, A 441 et A 442 d'une surface totale de 0,50 ha réduit la surface d'un espace agricole protégé et conduit à une consommation excessive de cet espace.

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires ,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La demande de dérogation de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme présentée par la communauté de communes de la Haute-Bigorre pour la commune de Gerde dans le cadre de l'élaboration de son plan local d'urbanisme est **accordée** pour les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°1,2,3,4,6 et 7 situées en zone à urbaniser (AU).

ARTICLE 2

La demande de dérogation de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme présentée par la communauté de communes de la Haute-Bigorre pour la commune de Gerde dans le cadre de l'élaboration de son plan local d'urbanisme est **refusée** pour l'OAP n°5 constituée des parcelles n°A 440, A 441 et A 442.

ARTICLE 3

Cet arrêté sera affiché dès réception en mairie de Gerde et dans les locaux de la communauté de communes de la Haute-Bigorre durant un mois. Cette formalité devra être justifiée par un certificat d'affichage qui sera adressé à la direction départementale des territoires, service urbanisme foncier logement, bureau aménagement et planification territoriale.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture et le Président de la communauté de communes de la Haute-Bigorre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Hautes-Pyrénées et dont une copie sera transmise :

- au président de la communauté de communes de la Haute-Bigorre
- au maire de la commune de Gerde,
- au directeur départemental des territoires.

Tarbes, le **10 SEP. 2019**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire Général


Samuel BOUJU

VOIES DE RECOURS à l'encontre d'une décision administrative :

Dans le délai de *deux mois* à compter de la date de la publication de la présente décision, l'un des recours suivants peut être introduit :

- recours gracieux, adressé à :

Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées
Place Charles de Gaulle
CS 61350
65013 TARBES Cedex 9

- recours hiérarchique, adressé à :

M. le Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS

- recours contentieux, adressé à :

M. Le Président du Tribunal Administratif de Pau
50 cours Lyautey
BP543
64010 PAU

Les recours doivent être adressés, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau peut être formé dans les deux mois suivant la notification du rejet.

Sans réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois, il y a rejet implicite, et le Tribunal peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce délai de deux mois.

OR = Urba
C: R. Grasse
V Teule



P. Viau

MONSIEUR LE PRÉSIDENT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE LA HAUTE-BIGORRE

J. Brues

Hôtel de ville
B.P. 80156
65201 BAGNÈRES-DE-BIGORRE Cedex

Tarbes, le 06 septembre 2019

Objet :

Plan Local d'Urbanisme - Avis
Commune de Gerde

Référence :

PM/EA/VD 040919-1

Dossier suivi par :

Victor DOUCHAMPS
05 62 34 87 26

v.douchamps@hautes-pyrenees.chambagri.fr

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 12 juin 2019, vous nous avez transmis pour avis, au titre de l'article L 153-16 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme arrêté de la commune de Gerde. Nous vous en remercions. Après examen du dossier, et garder en mémoire la réalisation d'un diagnostic agricole, nous apprécions :

- Le fait que dans ses choix de développement, la commune de Montgaillard retienne un scénario de limitation de la consommation de l'espace pour de nouvelles constructions. En effet, nous observons une diminution très significative des surfaces constructibles par rapport au précédent document d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols - POS).

- L'objectif d'une densité relativement élevée (12 à 14 logements/ha), conforme aux principes de gestion économe du foncier agricole.

Nous formulons cependant les deux réserves suivantes :

- Nous demandons à ce que les zones Ap soient classées A car la zone Ap interdit au sein de ce projet de PLU, au titre de la préservation du paysage, la construction de nouveaux bâtiments agricoles. Nous rappelons que la zone Agricole n'est pas constructible de droit par les agriculteurs. Elle est permise par dérogation sous couvert de nécessité. De plus, pour assurer le maintien de la qualité paysagère des sites, les pièces obligatoires relatives à l'intégration paysagère des projets au sein d'une demande d'un Permis de Construire (PC 6 et PC 8) permettent aux élus d'apprécier l'insertion paysagère d'un bâtiment agricole. L'outil développé par la DDT65 en collaboration avec le CAUE65 « Réussir l'insertion paysagère d'un bâtiment agricole » constitue une aide à l'accompagnement, en amont, pendant et après l'instruction de la demande du Permis de Construire, permettant d'aboutir à des projets conciliant fonctionnalité agricole et intégration dans l'espace du bâtiment. Il existe donc une batterie suffisamment complète de gestion des projets de construction en zone A, pour ne pas bloquer de fait la constructibilité.

- Concernant les caractéristiques architecturales des constructions à usage agricole en zones agricoles, nous demandons la suppression de la prescription réglementaire architecturale suivante en zone A : « La hauteur maximale autorisée est de 13 mètres au faîtage ». L'intégration paysagère d'un nouveau bâtiment agricole est propre au site d'implantation concerné et reste donc à étudier lors de l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Par ailleurs, nous formulons les recommandations suivantes :

- Nous préconisons un phasage des zones AU. Le zonage en 2AU permet de limiter l'ouverture à l'urbanisation à court terme d'espaces encore fonctionnels pour l'Agriculture (OAP 5 et 6). Cette réserve s'appuie sur un scénario démographique prenant en compte la décroissance démographique observée ces dernières années (Figure 2. Pièce 1A ; Recensement de la



population INSEE 2014 et 2018, diminution de 0,8% habitants/an) et du regain du nombre de permis délivrés en 2016 par la commune pour des logements individuels (Figure 23. Pièce 1A).

- Nous préconisons d'identifier les zones Uh en Ah puisqu'elles correspondent à de l'habitat isolé en milieu agricole. Le bâti doit se développer sur ces secteurs de manière exceptionnelle afin de garantir l'identité agricole de ces espaces. Nous préconisons alors seulement l'autorisation de création d'annexes (garages, abris de jardins, piscines, etc.) autour des logements existants.

En conclusion, considérant l'ensemble des points relatifs à la préservation des supports de l'activité agricole (foncier et équipements) traduits dans les éléments constitutifs de votre projet de PLU, **la Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées émet un avis favorable, sous réserves de :**

- **Classer en zone A les zones actuellement classées Ap,**
- **Supprimer la prescription réglementaire concernant la hauteur au faîtage des constructions agricoles.**

Vous souhaitant bonne réception de cet avis, et dans un souci de clarté et d'argumentation, nous restons à votre écoute.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées

Le Président,

Pierre MARTIN

Siège Social

20, place du Foirail
65917 TARBES Cedex9
Tél : 05 62 34 66 74
Fax : 05 62 93 59 95

accueil@hautes-pyrenees.chambagri.fr

Copie : Monsieur le Directeur de la DDT.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 186 500 02100016
Code NAF 9411z

www.hapy.chambre-agriculture.fr



OR : S urba
C : R. Giesler
Tarbes, le 6 SEP. 2019



DIRECTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL
DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE ET DE
LA SOLIDARITE TERRITORIALE
Service Environnement Aménagement
Affaire suivie par Michel CASTEX
Tél. : 05 62 56 78 35
michel.castex@ha-py.fr

Monsieur Jacques BRUNE
Président de la Communauté de
Communes de la Haute-Bigorre
Hôtel de Ville
BP 80156
65200 BAGNÈRES DE BIGORRE Cedex

Objet : PLU de GERDE

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 6 juin 2019, vous avez sollicité l'avis du Département des Hautes-Pyrénées sur le projet de PLU de la Commune de GERDE.

Je vous informe que ce dossier n'appelle aucune observation particulière.

Toutefois, il conviendrait que soient portées dans le document les prescriptions qui figurent actuellement dans les avis émis sur les documents d'urbanisme (PC, CU, DP, LT) pour lesquels la Direction des Routes et des Transports du Département des Hautes-Pyrénées est consultée, à savoir :

Conditions de desserte :

Afin d'éviter la multiplication des accès préjudiciable à la sécurité sur les liaisons prioritaires ou de proximité, les accès directs devront être regroupés et des aménagements particuliers pourraient être demandés pour les sécuriser si nécessaire.

Eaux de ruissellement :

- En application de l'article 640 du code civil, selon lequel les propriétés riveraines situées en contrebas du domaine public sont tenues de recevoir les eaux de ruissellement qui en découlent naturellement, les terrains faisant l'objet des demandes d'urbanisme devront être aménagés en conséquence.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

- Pour les terrains situés en surplomb des routes, les eaux de ruissellement en provenance de la propriété devront être récupérées sur l'emprise de la parcelle afin de ne pas occasionner de désordres ou de risques sur la chaussée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
du Développement Local

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Sébastien PIVIDAL



219/220

PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction départementale des territoires
Service urbanisme, foncier, logement
Bureau aménagement et planification territoriale

Tarbes, le 23 AOUT 2019

Affaire suivie par :
Mme Ingrid BOUTARFA
tel.: 05 62 51 41 27
courriel : ingrid.boutarfa@hautes-pyrenees.gouv.fr

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

à

Madame le Maire de Gerde

Envoi LR+AR

Objet : Avis de l'État sur le PLU arrêté de Gerde

P. J. : 1 synthèse de l'avis de l'État

En date du 04 juin 2019, vous m'avez soumis pour avis votre projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté.

Après examen par les services concernés, j'émet un avis **favorable avec des réserves** ainsi que quelques recommandations et observations complémentaires que vous trouverez en pièce ci-jointe. Les réserves portent sur la nécessité de :

- de prévoir une densité plus importante à raison de 18 logements par hectare en densification prenant en compte les équipements communs et la rétention foncière, dans le respect des densités du projet de SCoT en cours d'élaboration,
- de prioriser l'ouverture à l'urbanisation des parcelles les plus intégrées au milieu urbain et de classer 2,04 hectares des surfaces en zone 2AU,
- de retirer les hameaux de Marcadiou et de l'Argagnate du zonage Uh et de les mettre en zone Ah, Nh, A ou N,
- de prévoir des emplacements réservés pour la mise en valeur du réseau existant de liaisons douces mais également pour la création de nouveaux itinéraires.

Je vous invite à les prendre en considération pour le bon aboutissement de votre projet d'une part. J'attire votre attention d'autre part sur la nécessité que votre projet assure une gestion plus économe des sols et intègre plus finement les enjeux présents sur votre territoire en matière d'agriculture, d'environnement et de sécurité routière.

Par ailleurs, votre commune n'étant pas couverte par un SCoT approuvé, le PLU est donc soumis au principe d'urbanisation limitée. En l'absence de ce document supra-communal, le PLU a pour obligation de respecter notamment, les mesures portant sur l'intégration du Schéma Régional de Cohérence Écologique.

Enfin mes services se tiennent à votre disposition pour vous accompagner dans l'aboutissement de votre PLU.

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire Général

Samuel BOUJU

Horaires : 8h30/12h00 - 14h00/17h00 - 16h00 le vendredi

3, rue Lordat BP 1349 - 65013 Tarbes cedex - Tél. 05 62 56 65 65 - Télécopie : 05 62 51 15 07
courriel : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr - Site Internet : www.hautes-pyrenees.gouv.fr



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

PLU de la commune de Gerde

Projet arrêté le 27 mai 2019

Synthèse de l'avis de l'État en date du 23 juillet 2019

Le présent avis se décline en trois parties.

Les réserves (1) devront être impérativement prises en compte par la commune afin d'écartier toute illégalité et risques juridiques, motifs d'annulation du document approuvé.

Les recommandations (2) visent à produire un meilleur document d'urbanisme, à faciliter sa compréhension et son application.

Les observations (3) listent les erreurs identifiées et facilement rectifiables par le rédacteur.

1. Les réserves

Les réserves concernant la gestion économe de l'espace

L'analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, des pages 31 et 110 du rapport de présentation est faite sur 16 ans (1999-2015). Or elle doit, conformément à l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme, être menée sur les 10 dernières années (2007-2017), afin de mieux apprécier les objectifs chiffrés de modération de la consommation des espaces fixés par la commune.

La commune de Gerde fixe à la page 8 de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), un objectif de **108 habitants supplémentaires** à l'horizon 2035, portant la population communale à **1273 habitants** et de **121 logements**. Il est prévu une taille moyenne des ménages de 2 personnes quand elle est de 2,1 en 2015 selon les sources INSEE. Si l'on considère le phénomène de « desserrement » des ménages et le nombre de résidences principales existant sur la commune, le réel besoin en logements à horizon 2035 est évalué à **97 logements** (77 résidences principales et 20 résidences secondaires).

Ainsi, les objectifs communaux de 121 logements supplémentaires à construire affichés pour 108 habitants supplémentaires à l'horizon 2035, sont surévalués.

S'agissant de la densité, le PADD fixe un objectif de densité de **12 à 14 logements à hectare** pour les nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation, soit une surface moyenne de 700 à 800 m² par logement. La **consommation foncière** affichée est de **8,76 hectares exclusivement en densification** pour la réalisation des **121 logements supplémentaires** en considérant un coefficient de rétention foncière de 1,5 selon le rapport de présentation (page 112). Les besoins en logements et en surface, se traduisent dans le PLU de la manière suivante :

- 5 hectares à l'intérieur des zones urbaines (« dents creuses ») pour la réalisation de 70 à 73 logements soit une densité de 14 logements à l'hectare.
- 3,76 hectares en zone à urbaniser immédiatement pour la réalisation de 45 logements (1AU) soit une densité de 12 logements à l'hectare.

Or le SCoT en cours d'élaboration avec lequel le PLU devra être mis en compatibilité, préconise en densification, une densité de **18 logements à l'hectare**, soit des terrains de 555 m² en prenant en compte équipements communs et rétention foncière.

Avec cette densité, la consommation foncière pourrait être ramenée à **6,72 ha pour les 121 logements supplémentaires** et même à **5,38 ha pour les 97 logements réellement**

nécessaires à horizon 2035. Il en découle un nombre trop important de surfaces à ouvrir à l'urbanisation immédiate.

Ainsi les besoins communaux de 8,76 hectares de consommation foncière, traduits dans le projet à horizon 2035, semblent donc être surévalués.

Il est demandé à minima de définir un phasage des ouvertures à l'urbanisation selon les dispositions de l'article R. 121-20 du code de l'urbanisme, en priorisant notamment l'ouverture des parcelles les plus intégrées au milieu urbain et en classant 2,04 hectares des surfaces en zone 2AU.

Les réserves concernant les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

La volonté communale affichée au PADD consiste à modérer la consommation des espaces agricoles et naturels.

Il est demandé de traduire cette volonté en inscrivant dans l'ensemble des terrains classés en zone U et AU, une densité moyenne de 18 logements à l'hectare en densification et de 12 logements à l'hectare en extension conformément aux orientations du projet de SCoT en cours d'élaboration. Ces densités prennent en compte les équipements communs et la rétention foncière.

Les réserves concernant le zonage réglementaire

Le rapport de présentation précise en page 106 qu'il n'est pas prévu d'extensions dans les hameaux de Marcadiou et de l'Argagnat traduit en zone Uh. En conséquence, il est demandé de mettre un nouveau zonage Ah, Nh, A ou N pour ces deux hameaux.

Par ailleurs, deux enjeux de sécurité sont identifiés notamment lors de la traversée du centre-bourg par des rues étroites où le croisement de deux véhicules peut être difficile comme spécifié en page 36. De son côté, l'axe 1, objectif 1-4 « mettre en valeur le réseau de déplacements doux et alternatifs existant et réfléchir à la création de nouvelles liaisons » du PADD (page 11) mentionne la création de nouveaux itinéraires de liaisons douces comme véritable volonté communale. Or aucune traduction concrète n'apparaît dans le PLU comme indiqué en page 76 du rapport. Aussi, il est regrettable de ne pas favoriser ce type de déplacement particulièrement adapté dans le secteur de plaine de ce pôle, où l'ensemble des services, équipements publics et de commerces de niveau intercommunaux sont proches.

Ainsi il est demandé de prévoir des emplacements réservés pour la mise en valeur du réseau existant de liaisons douces mais aussi et surtout pour la création de nouveaux itinéraires.

Conclusion

En déclinaison de toute l'argumentation précédente, il est demandé :

- de prévoir une densité plus importante à raison de 18 logements par hectare en densification prenant en compte les équipements communs et la rétention foncière, dans le respect des densités du projet de SCoT en cours d'élaboration,
- de prioriser l'ouverture à l'urbanisation des parcelles les plus intégrées au milieu urbain et de classer 2,04 hectares des surfaces en zone 2AU,
- de retirer les hameaux de Marcadiou et de l'Argagnat du zonage Uh et de les mettre en zone Ah, Nh, A ou N,
- de prévoir des emplacements réservés pour la mise en valeur du réseau existant de liaisons douces mais également pour la création de nouveaux itinéraires.

2. Les recommandations

2.1 Rapport de présentation

2.7.4 La défense incendie

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des Hautes-Pyrénées attire l'attention sur le nouveau Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) qui a été arrêté par le Préfet des Hautes-Pyrénées, le 27 décembre 2017.

Ce document définit les modalités à appliquer en matière de défense contre l'incendie pour la réalisation des points d'eau et les caractéristiques des voies de desserte accessibles au secours. Aussi, il convient de référencer le RDDECI dans le document d'urbanisme en précisant que le SDIS s'appuiera désormais sur ces références réglementaires pour délivrer ses avis dans le cadre des autorisations d'urbanisme (document consultable à l'adresse suivante : <https://deci.sdis65.fr> ainsi que sur le RAA : http://www.hautes-pyrenees.gouv.fr/IMG/pdf/recueil-65-2018-010-recueil-des-actes-administratifs-special_1_.pdf).

Le SDIS précise qu'une information sur le RDDECI sera prochainement faite à l'attention de toutes les collectivités du département.

2.9 Les Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

Les servitudes d'utilité publique des pages 38 et 39 doivent être actualisées conformément aux éléments transmis en annexe 1 du présent document.

3.1.5.2 Les zones humides

Il est noté à la page 46 qu'aucune zone humide n'a été inventoriée dans les zones ouvertes à l'urbanisation. Les études de terrain mentionnées devraient être décrites en annexe (période, localisation, méthode).

3.3.1 Les espaces naturels

Le descriptif des Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF) hors territoire communal, des pages 55 à 57, devrait être utilisé pour enrichir le diagnostic de la biodiversité communale (milieux similaires ou pas, probabilité d'espèces...) sinon il présente peu d'intérêt ici.

6.1 Le descriptif des caractéristiques principales du projet

Il est fait mention à la page 105 d'un STECAL « Nht » à vocation d'hébergement touristique. Or considérant que ce projet est à ce jour au stade d'étude, il convient de le supprimer du rapport de présentation ou de mentionner que ce projet est en cours d'étude et qu'il fera objet d'une prochaine évolution du document.

Il convient enfin de permettre aux zones vierges en cœur de bourg de développer une destination d'agriculture vivrière.

2.2 Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

La gestion économe de l'espace

Le PADD annonce en page 9 que le projet communal est établi pour les 18 prochaines années (projet 2017-2035). Or un PLU a vocation à être établi pour une dizaine d'année maximum traduisant ainsi une stabilité du projet. Il évolue naturellement tous les dix ans pour s'adapter au contexte local. En conséquence, une projection sur 18 ans, entraîne non seulement une surestimation en termes de démographie et de production de logements mais par répercussion, une surconsommation foncière qui va à l'encontre des objectifs de maîtrise du développement urbain et de préservation des espaces affectés aux activités agricoles prescrits par l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme.

Les milieux naturels

Les préconisations concernant la création de nouveaux corridors au sein des espaces d'urbanisation (page 20 du PADD) devraient apparaître clairement dans le règlement et les OAP. Pour cela, il convient :

- de les prendre en compte dans le règlement des zones 1AU.
- de mettre en œuvre les dispositions nécessaires dans les OAP pour les zones à urbaniser (1AU).

2.3 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Pour l'ensemble des OAP, il convient :

- de compléter les OAP, d'un volet bioclimatique prescrivant les principes d'implantation, de gabarit et d'orientation de construction en fonction de l'ensoleillement, des vents dominants et des ombres portées, conformément à l'orientation communale pour un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles (page 22 du PADD).
- de définir des aménagements spécifiques en limite des zones A et N afin de favoriser la circulation des espèces, conformément à l'orientation communale de mise en valeur du cadre naturel et de la biodiversité (page 8 du PADD).

Pour l'OAP n°3

L'étude en cours sur la grille d'indicateurs de préservation des espaces naturels et forestiers établit l'analyse suivante :

- de par sa position en lisière de l'Adourette, cette OAP mériterait de prévoir des haies tout le long de sa limite nord afin de favoriser le déplacement des espèces, par la création de nouveaux corridors au sein des espaces d'urbanisation tels que prévus en page 20 du PADD.

Pour l'OAP n°4

- cette OAP confronte une zone Aco. Il convient de la compléter des caractéristiques attendues en matière de perméabilité des clôtures en bordure de la zone Aco, conformément à ce qui est écrit à la page 108 du rapport de présentation.

2.4 Zonage réglementaire et règlement écrit

Il convient de prendre en compte les avis de l'Office National des Forêts et de l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO) joints en annexe 2.

S'agissant du zonage réglementaire, il convient de reporter le tableau listant les 10 éléments remarquables du paysage sur le zonage réglementaire.

S'agissant du règlement écrit, il convient de :

- apporter des précisions dans la formulation suivante que l'on retrouve tout au long du document : « Les terrassements doivent être **limités au strict minimum** et la création de plate-forme **doit être évitée** ». Formulation trop imprécise, à combien un instructeur doit estimer le strict minimum ? Les plates-formes sont donc permises puisqu'il n'y a pas de conditions de réalisation.
- remplacer « au moins » par « au plus » ou de supprimer la deuxième mention en s'arrêtant après « ouvertes à la circulation » tout au long du document où il est fait référence à la règle suivante : « Le stationnement des véhicules correspondant ... **au moins 25 m²**, accès compris ». 25 m² est déjà très confortable. Dans le cas contraire, quel est l'intérêt ? Si ce n'est afficher que pour du stationnement la commune permet une consommation outrancière du foncier ?
- ajouter et de traiter tout ce qui relève des campings, des Parcs Résidentiels de Loisirs, des habitations légères de loisirs, des résidences mobiles de loisirs et des caravanes dans tous les articles « usage des sols et destination des constructions ».
- il est mentionné en page 16 pour les constructions neuves en zone Ub, une hauteur maximale **entre 0 et 3 mètres des limites séparatives et arrières**. Or en page 20, il est clairement écrit que les constructions neuves doivent s'implanter **à 0 ou 3 mètres**. En conséquence, il ne peut y avoir de constructions neuves entre 0 et 3 mètres : à corriger. Idem pour toutes les zones.
- définir la notion d'acrotère et le représenter sur la figure 1 (page 15) soit d'utiliser les termes de faitage ou sablière lesquels sont définis, dans la phrase : « La hauteur des bâtiments ... à l'**acrotère** » (page 16).
- préciser « En cas de mitoyenneté, un alignement sur la hauteur des constructions voisines peut être imposé » (page 16). par qui ?
- simplifier la phrase suivante qui est très difficile à comprendre en l'état : « Pour les extensions par augmentation ... du bâtiment existant » (page 16).
- mettre en cohérence le règlement relatif aux travaux portant sur des constructions existantes non conformes au présent en page 10, qui ne permet ces travaux que s'ils ont pour objet d'améliorer la conformité de l'immeuble ou qu'ils sont sans effet à leur égard avec le règlement prévu en page 19, où il est écrit le contraire en cas de reconstruction, d'aménagement ou de restauration.
- corriger en page 19, l'implantation des piscines à 2 mètres des limites séparatives qui n'est pas correcte considérant que ce sont des constructions à part entière qui doivent respecter les mêmes règles que les autres constructions (sur les limites ou à 3 mètres).
- rajouter « Le bardage bois posé **verticalement** est autorisé » en page 21.
- corriger « à partir de **20** m² : la règle ... s'applique » et non 21 m² en page 22.
- limiter la hauteur à 1,60 m et la longueur à 20 m en page 24 « à l'intérieur des parcelles privées... hauteur de 2 m et sur une longueur de 30 m maximum ». Cette fourchette est trop importante.

- référencer le RDDECI en précisant que le SDIS s'appuiera désormais sur ces références réglementaires pour délivrer ses avis dans le cadre des autorisations d'urbanisme dans tous les articles des zones « 3.2 – défense incendie ». En fin de phrase, « dans le cas contraire, le projet **pourra être** refusé » remplacer « pourra être » par « **sera** ».
- définir en page 29 quelles sont les « quelques constructions supplémentaires » autorisées en zone Uh ?
- modifier ou à supprimer en page 35 : « Les constructions devront être implantées de façon à sauvegarder le plus grand nombre d'arbres possibles ». Si sur une parcelle un demandeur souhaite supprimer tous les arbres indépendamment de la construction, cette formulation ne l'empêchera pas et vous ne pourrez donc que constater les dégâts.
- préciser en page 35 : « Des plantations et des aménagements paysagers peuvent être imposés » : par qui ? Au titre de quoi ?
- corriger et préciser en page 47 : « L'habitat **accessoire** devra s'intégrer **aux dits** équipements et en être indissociable » : indissociable au singulier. Qu'est-ce que l'habitat accessoire ?
- de créer un règlement adapté aux futures zones 2AU qui sont imposées dans le chapitre sur les réserves.
- préciser les règles d'implantation différentes pour les extensions et annexes sinon aucune application possible en page 71.
- réglementer en page 82 l'implantation des constructions autres qu'à usage forestier, par rapport aux limites séparatives et qui sont autorisées sous conditions, notamment les extensions et annexes d'habitation ou les habitations liées aux exploitations agricoles ?

2.5 Annexes

Il convient de substituer la liste et le plan des Servitudes d'Utilité Publique de la « pièce n°4 – annexes » et de prendre en compte l'avis de l'Office National des Forêts conformément aux éléments transmis en annexe 1 et 2 du présent document.

2.6 Le Système d'Information Géographique (SIG) du PLU

S'agissant des données SIG du PLU, il convient pour la livraison finale :

- d'adopter l'encodage des couches géographiques en UTF-8,
- d'adopter le standard CNIG pour les dates, à savoir AAAAMMJJ,
- d'utiliser le fond cadastral le plus récent avec une mise en cohérence du zonage.

3. Les observations

3.1 Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Il est conseillé de corriger en page 4 le nombre de communes qui n'est plus de 24 mais de 25 depuis que la Communauté de Communes de la Haute-Bigorre a étendu son périmètre à la commune de Hitte, par arrêté préfectoral n°65-2017-12-28-0004 en date du 28 décembre 2017.

3.2 Zonage réglementaire et règlement écrit

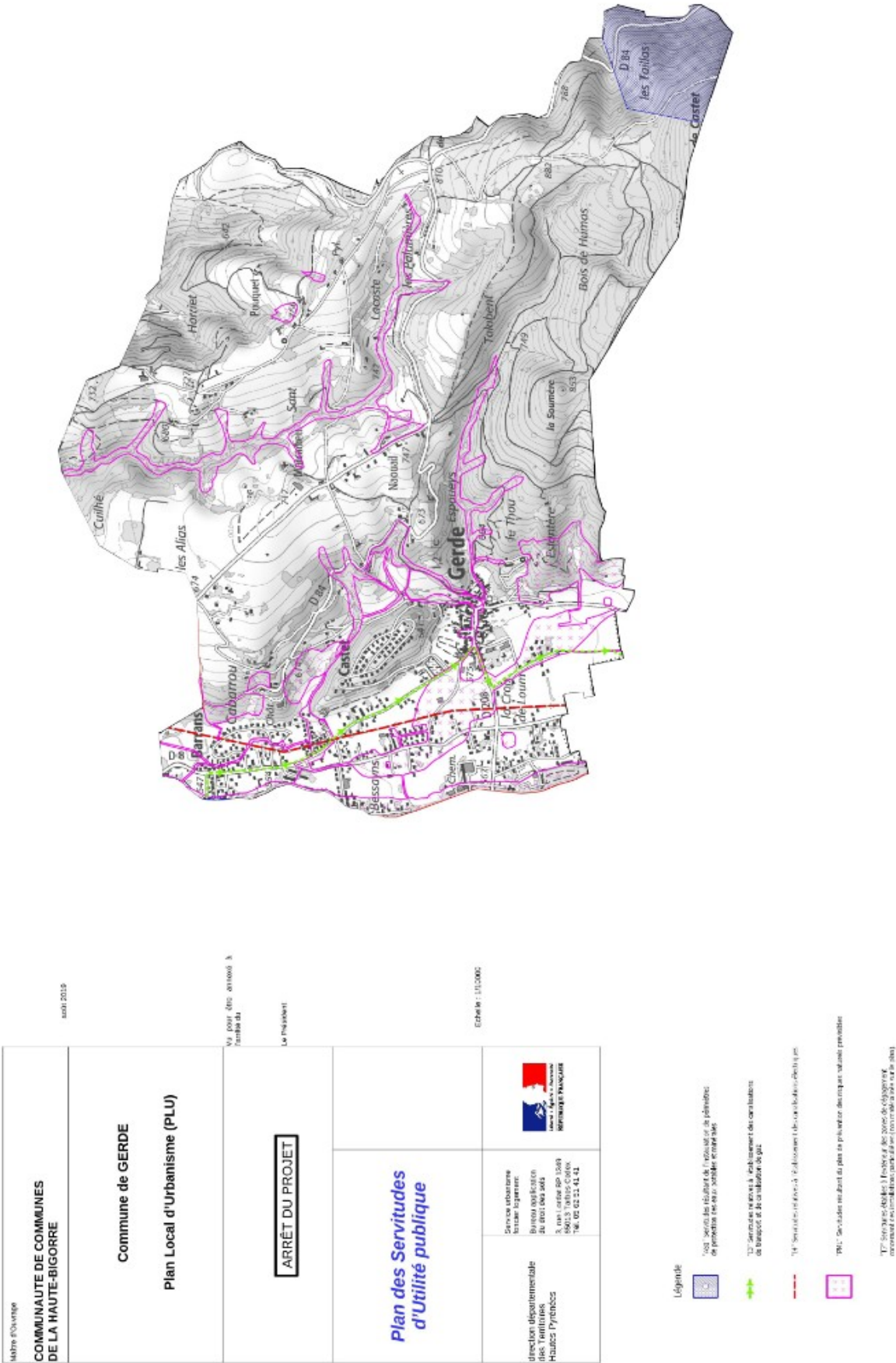
S'agissant du zonage réglementaire, il est conseillé de :

- mettre en cohérence l'ergonomie de la zone N sur le zoom au 1 : 2000 avec le plan au 1 : 5000 au niveau de la trame des éléments remarquables du paysage figuré en quadrillage losangique vert.
- mettre le chiffre accompagnant l'élément remarquable du paysage n°3 sur le plan au 1 : 5000.
- corriger l'intitulé du tableau des emplacements réservés qui fait référence à l'article obsolète L. 123-17 du code de l'urbanisme et le remplacer par l'article L. 152-2. Par ailleurs, dans le plan au 1 : 2000, les limites des emplacements réservés n'apparaissent pas, seules les étiquettes sont lisibles. Enfin, toutes les étiquettes du zonage ne sont pas mentionnées.

S'agissant du règlement écrit, il est conseillé de :

- corriger l'intitulé du tableau des emplacements réservés qui fait référence à l'article obsolète L. 123-17 du code de l'urbanisme et le remplacer par l'article L. 152-2 en page 9.
- corriger le titre de la figure 33 page 17 : « Hauteurs autorisées ».
- d'être soit plus directif soit de supprimer les formulations suivantes que l'on retrouve tout le long du document et qui sont inapplicables pour les instructeurs : « Les équipements basés sur l'usage d'énergies alternatives ... doivent **de préférence** être non visibles depuis le domaine public ». C'est donc au bon vouloir du demandeur, s'il le souhaite il cachera l'équipement sinon il sera visible depuis le domaine public. Idem pour la phrase suivante sur les panneaux solaires ou photovoltaïques « **dans la mesure du possible** » !! page 24.
- corriger en page 32 « Constructions nouvelles ... intégrées au bâtiment d'activité ».
- mettre une distance maximale de **20 mètres** à la place de 30 mètres en page 72 dans : « implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété – annexes ».

Annexe 1 – Servitudes d'utilité publique de Gerde



Maître d'Ouvrage

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE LA HAUTE-BIGORRE**

août 2019

Commune de GERDE

Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Vu pour être annexé à
l'arrêté du

ARRÊT DU PROJET

Le Président

***Liste des Servitudes
d'Utilité publique***

direction départementale
des Territoires
Hautes-Pyrénées

Service urbanisme
foncier logement

Bureau application
du droit des sols

3, rue Lordat BP 1349
65013 Tarbes Cedex
Tél. 05 62 51 41 41



Liste des servitudes d'utilité publique recensées

type	libelle	objet	nom	document de référence	date	gestionnaire
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	captage source	ILHAOU	arrêté préfectoral	25/07/2006	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
I3	Servitudes relatives aux canalisations de transport et de distribution de gaz	Canalisation	DN 100 BAGNERES DE BIGORRE-ARTIGUES	courrier gestionnaire		TIGF Secteur de Tarbes
I4	Servitudes relatives aux lignes électriques.	ligne 63 KV	Campan-Monloo 1 et 2	décret ministériel	14/10/1991	RTS TRANSPORT ELECTRICITE SUD-OUEST Groupe Ingénierie Maintenance Réseau
PM1	Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles	PPR	GERDE	arrêté préfectoral	02/07/2008	Direction Départementale des Territoires SERCAD
T7	Servitudes aéronautiques relatives aux installations particulières à l'extérieur des zones de dégagement	servitude aéronautique extérieur zones dégagement	Servitude aéronautique	arrêté ministériel	25/07/1990	Direction Générale de l'Aviation Civile SNIA

Servitudes d'utilité publique T7



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale de l'Aviation civile

Service national d'ingénierie aéroportuaire

Pôle de Bordeaux
Unité domaine et servitudes

Nos réf. : N° 1362

Vos réf. : Votre courriel du 12 juin 2019

Affaire suivie par : Christophe Plantey
snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr
Tél. : 05 57 92 81 57

D.D.T des Hautes-Pyrénées
Service Urbanisme Foncier Logement

par courriel :
ddt-sufl-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr

Mérignac, le 03 juillet 2019

Objet : PLU arrêté – Gerde (65)

T:\UD\Servitudes\Haut-Pyrénées\Dpt 65 - Hautes-Pyrénées\Urbanisme\2019\PLU\PLU_arrete_Gerde.odt

Par courriel cité en référence, vous nous informez que par délibération en date du 27/05/2019, la communauté de communes de la Haute-Bigorre a arrêté le projet du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Gerde.

L'étude de ce dossier appelle de ma part les remarques suivantes :

Le territoire de la commune n'est concerné que par **les servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (T7)** :

En application des dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990, à l'extérieur des zones grevées par la servitude aéronautique de dégagement (T5), est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, l'établissement des installations dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau :

- a) est supérieure à 50 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) est supérieure à 100 mètres dans les agglomérations.

Sont considérées comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

Il conviendra de l'ajouter à la liste des servitudes d'utilité publique.

Pour information, il n'existe pas de plan matérialisant cette servitude. Cependant, s'appliquant sur tout le territoire de la commune, elle peut, par exemple, apparaître dans la légende du plan des SUP comme suit :

T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières	ensemble de la commune
-----------	---	------------------------

Le **service gestionnaire** de cette servitude T7 est la DGAC / SNIA SO :

Adresse : DGAC/SNIA-SO - Aéroport Bloc technique - TSA 85002 - 33688 Mérignac cedex
mail : snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr

En conséquence, il est nécessaire de procéder à la mise à jour du projet de PLU arrêté.

Le Chef du pôle de Bordeaux
Christian Bérastégui-Vidalle

T7 Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Code des transports : Article L.6352-1

Code de l'aviation civile : Article R.244-1, Articles D.244-2 à D.244-4

Arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques

Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

II – DEFINITION DE LA SERVITUDE

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, rétablissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense.

Cette servitude s'applique à tout le territoire national.

En dehors des agglomérations et en application des dispositions de l'arrêté et la circulaire interministériels du 25 juillet 1990, sont soumises à autorisation spéciale l'établissement des installations suivantes :

a) les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées, comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

b) à l'intérieur des agglomérations, ces hauteurs sont portées à 100 m.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- 130 mètres, dans les agglomérations ;
- 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :

- x les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
- x les zones montagneuses ;
- x les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

III – EFFETS DE LA SERVITUDE

Les demandes visant l'établissement des installations mentionnées à l'article R.244-1, et exemptées du permis de construire, à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés instituent des procédures spéciales, devront être adressées au Guichet unique DGAC du territoire compétent. Un récépissé sera délivré.

Elles mentionneront la nature des travaux à entreprendre, leur destination, la désignation d'après les documents cadastraux des terrains sur lesquels les travaux doivent être entrepris et tous les renseignements susceptibles d'intéresser spécialement la navigation aérienne.

Si le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à produire les pièces complémentaires.

La décision doit être notifiée dans le délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires.

Si la décision n'a pas été notifiée dans le délai ainsi fixé, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

Lors d'une demande, l'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

IV – SERVICE RESPOSABLE DE LA SERVITUDE

DGAC / SNIA SO

Pôle de Bordeaux

Aéroport Bloc technique

TSA 85002 – 33688 Mérignac cedex

Servitudes d'utilité publique I4



VOS REF.

NOS REF.

REF. DOSSIER TER-ART-2019-65198-CAS-137960-S9H9X4

INTERLOCUTEUR Mikael LE LAY

TÉLÉPHONE 05.62.14.91.00

MAIL mikael.le-lay@rte-france.com

FAX

OBJET PLU Arrêt du Projet Commune de Gerde

Communauté de Communes

de la Haute-Bigorre

Hôtel de Ville

28 Place des Vignaux

65200 BAGNERES-DE-BIGORRE

A l'attention de M. Jacques BRUNE

Toulouse, le 08/07/2019

Monsieur le Président de la Communauté de Communes,

Nous accusons réception du dossier du projet d'élaboration du PLU de la commune de **Gerde**, arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 27/05/2019 et transmis pour avis le 12/06/2019 par les services de la Préfecture des Hautes-Pyrénées.

Nous vous confirmons que votre territoire est traversé par les ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité suivants :

LIAISON AERIENNE 63kV N° 1 CAMPAN-MONLOO

LIAISON AERIENNE 63kV N° 2 CAMPAN-MONLOO

L'étude de ce document nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport électrique et votre document d'urbanisme.

En effet, pour remplir sa mission de service public, RTE doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité (élagage, mise en peinture, changement de chaîne d'isolateurs, remplacement d'un support en cas d'avarie...).

Dans ce but, RTE attire l'attention sur les éléments suivants :

Les lignes électriques haute tension précitées traversent les zones **UB**, **Uec**, **UJ**, **A**, **Aco**, **Ap**, **N** sur le territoire couvert par le projet de document d'urbanisme.

Centre Développement Ingénierie Toulouse
82, chemin des courses BP 13731
31037 TOULOUSE CEDEX 1
TEL : 05.62.14.91.00

RTE Réseau de transport d'électricité
société anonyme à directoire et conseil de
surveillance
au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S.Nanterre 444 619 258

1/4
www.rte-france.com





1/ Annexe concernant la servitude I4

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol doivent être annexées au PLU afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

1.1. Le plan des servitudes

Après étude du plan de servitude en annexe de votre projet de PLU, nous constatons que les ouvrages électriques cités ci-dessus sont bien représentés.

A toutes fins utiles, le tracé de nos ouvrages sont disponibles les données disponibles au format SIG sous la plateforme Open Data « Réseaux énergies » en téléchargement sous licence ouverte (Etalab). Vous pouvez y accéder via ce lien : <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>, puis en effectuant une recherche par les mots-clés « INSPIRE » ou « SIG ».

L'utilisation de ces données SIG est l'assurance de disposer des données précises et à jour.

1.2. Liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de noter leur appellation complète et leur niveau de tension dans la liste des servitudes I4 (Articles L. 323-3 à L. 323-10 et R. 323-1 à R. 323-22 du Code de l'énergie), ainsi que les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

RTE – Groupe Maintenance Réseaux BEARN – 2 rue Faraday - ZI La Linière - 64140 BILLERE

Dans la pièce n° 4 – page 7 relative à la liste des SUP, la désignation officielle de la servitude (nom) est correcte. Par contre, la désignation du service localement responsable (gestionnaire) est à revoir. Les coordonnées inscrites sont à remplacer par le nom et l'adresse du Groupe Maintenance Réseaux mentionnés ci-dessus. Cette demande de modification vaut également pour la liste des servitudes présente à la page 39 du rapport de présentation.

A titre d'information, nous vous communiquons un livret « Prévenir pour mieux construire », résumant l'importance de nous consulter pour tout projet de construction à proximité des ouvrages électriques HTB.



Une note d'information relative à la servitude I4 vous est également communiquée en complément de ce courrier. Elle précise notamment qu'il convient de contacter le Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

- Pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis ou
- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de notre ouvrage précité.

Cette note d'information et ce livret peuvent être annexés en annexe de votre PLU.

2/ Le Règlement

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont des ouvrages spécifiques qui rentrent dans la catégorie « des équipements d'intérêt collectif et services publics » au sens du 4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme. Dans le règlement du PLU, ils appartiennent à la sous-destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés* ».

Nous prenons bonne note que cette sous-destination soit autorisée ou autorisée sous condition dans les zones du PLU traversées par les ouvrages du réseau public de transport d'électricité à l'exception de la zone UJ.

Nous vous demandons donc de rajouter à la liste des installations autorisées pour la zone UJ, la mention suivante : « *Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelle et/ou techniques.* »

Par ailleurs, au sein des dispositions générales dans le règlement du PLU pour le paragraphe dédié aux « *Éléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, culturel, historique ou architectural* » - page 6-7 des dispositions générales, vous mentionnez que, conformément au code de l'urbanisme (articles L151-19 et L151-23 à la date d'approbation du P.L.U.), « *Tous les travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifiés par le P.L.U. sont soumis à déclaration et doivent respecter les prescriptions signalées dans le règlement.* »

Il s'avère que nos ouvrages, donc nos servitudes I4, peuvent traverser des boisements identifiés au titre de l'article L.151-19 ou L.151-23 du Code de l'urbanisme.

Or la servitude d'utilité publique I4 relative à nos ouvrages est notamment une servitude d'abattage d'arbres (article L.323-4 du Code de l'énergie) : « droit pour le concessionnaire



de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. »

Nous vous demandons donc de mentionner dans le règlement qu'au sein des boisements identifiés au titre de l'article L.151-19 ou L.151-23 du Code de l'urbanisme que RTE soit dispensé de déclaration préalable dans le cadre de ces activités de gestion de la végétation sous les lignes électrique aériennes.

Pour la bonne règle, nous adressons copie de la présente au service urbanisme de la DDT des Hautes-Pyrénées afin que notre avis soit adossé à la synthèse des avis de l'État.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la Communauté de Communes, l'assurance de notre considération distinguée.

**Le chef de service
Concertation, Environnement, Tiers
Centre D&I TOULOUSE**

Stéphane CALLEWAERT

PJ : Livret « Consulter RTE » ; note d'information relative à la servitude I4

Copie : Service de la DDT 65

NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

Ouvrages du réseau d'alimentation générale

SERVITUDES I4

Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

REFERENCES :

- Articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie ;
- Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L.323-4 du Code de l'énergie).

B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (excepté les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

SERVICES RESPONSABLES

NATIONAL : Ministère en charge de l'énergie

REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- DREAL,
- RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale

- DREAL,
- Distributeurs ERDF et /ou Régies.

Annexe 2 – Avis de l'Office National des Forêts



ONF
Midi-Méditerranée

Agence territoriale
Pyrénées-Gascogne

Site de Tarbes
Centre d'Affaires Kennedy
Rue Jean-Loup Chrétien
B.P. 1312
65013 TARBES CEDEX 09

Tél. : 05 62 44 20 40
Fax : 05 62 44 20 30
Mél : ag.pyrenees-
gascogne@onf.fr

Site de Saint Gaudens
262 Route de Landerthe
31800 SAINT GAUDENS

AVIS DE L'AGENCE TERRITORIALE

ONF PYRÉNÉES GASCOGNE

À Tarbes, le 4 juillet 2019

Objet : (2.1) avis sur le projet – PLU Gerde

V/Réf. : mail de Mme Ingrid Boutarfa du 12 juin 2019
courrier de la Com de Com de Haute Bigorre en date du 6 juin 2019

N/Réf. : PhP/CL n° 246

Dossier suivi par : Philippe Pucheu - Tel : 05 62 44 20 41 - Mél : philippe.pucheu@onf.fr

L'ONF gère deux forêts communales relevant du régime forestier sur le territoire communal de Gerde. Les données fournies en pièces jointes concernent ces forêts relevant du régime forestier incluses dans le secteur d'étude.

Ces données vous sont fournies sous format dématérialisé en pièces jointes :

- dossier « PLU_Gerde.zip » de fichiers shape permettant de localiser les périmètres des forêts sous SIG ;
- fichier « PLU_Gerde.pdf » donnant la carte de localisation des forêts dans la zone d'étude ;

Cadre général :

Les forêts concernées bénéficient, par l'application du régime forestier (articles L211.1 et suivants du code forestier) de nombreuses mesures de protection et de mise en valeur cadrées par les principes du code forestier.

Elles possèdent toutes un aménagement forestier en cours de validité approuvé par le Préfet de Région.

Il est nécessaire de faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial de ces terrains relevant du régime forestier.

En effet, en forêt communale, toute occupation sur ces terrains est soumise obligatoirement à l'avis de l'Office National des Forêts afin de vérifier la compatibilité des installations envisagées avec la gestion des forêts prévue par l'aménagement forestier (cf. article R 214-19 du Code Forestier ci-dessous).



Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS
Site internet : www.onf.fr

10-4-4 / Promouvoir la gestion durable de la forêt / pefc-france.org

En application de l'article R151-53 du code de l'urbanisme, les limites des forêts publiques relevant du régime forestier doivent donc figurer en annexe des PLU « à titre informatif ». Ces forêts doivent figurer en zone N (« zone naturelle et forestière »).

Points particuliers :

Distance de construction par rapport à la forêt : quand les pourtours de la forêt publique ne sont pas urbanisés, l'Office National des Forêts préconise de créer une contrainte d'urbanisme imposant un recul aux constructions de 30 à 50 m de largeur en limite de la forêt afin d'éviter tout problème lié à la chute d'arbres, de branches ou de feuilles, et de demande d'abattage ultérieure (notamment projet de lotissements adossé à la forêt)

Accès à la forêt : Le document d'urbanisme veillera au maintien des accès à la forêt pour des engins d'exploitation de fort tonnage.

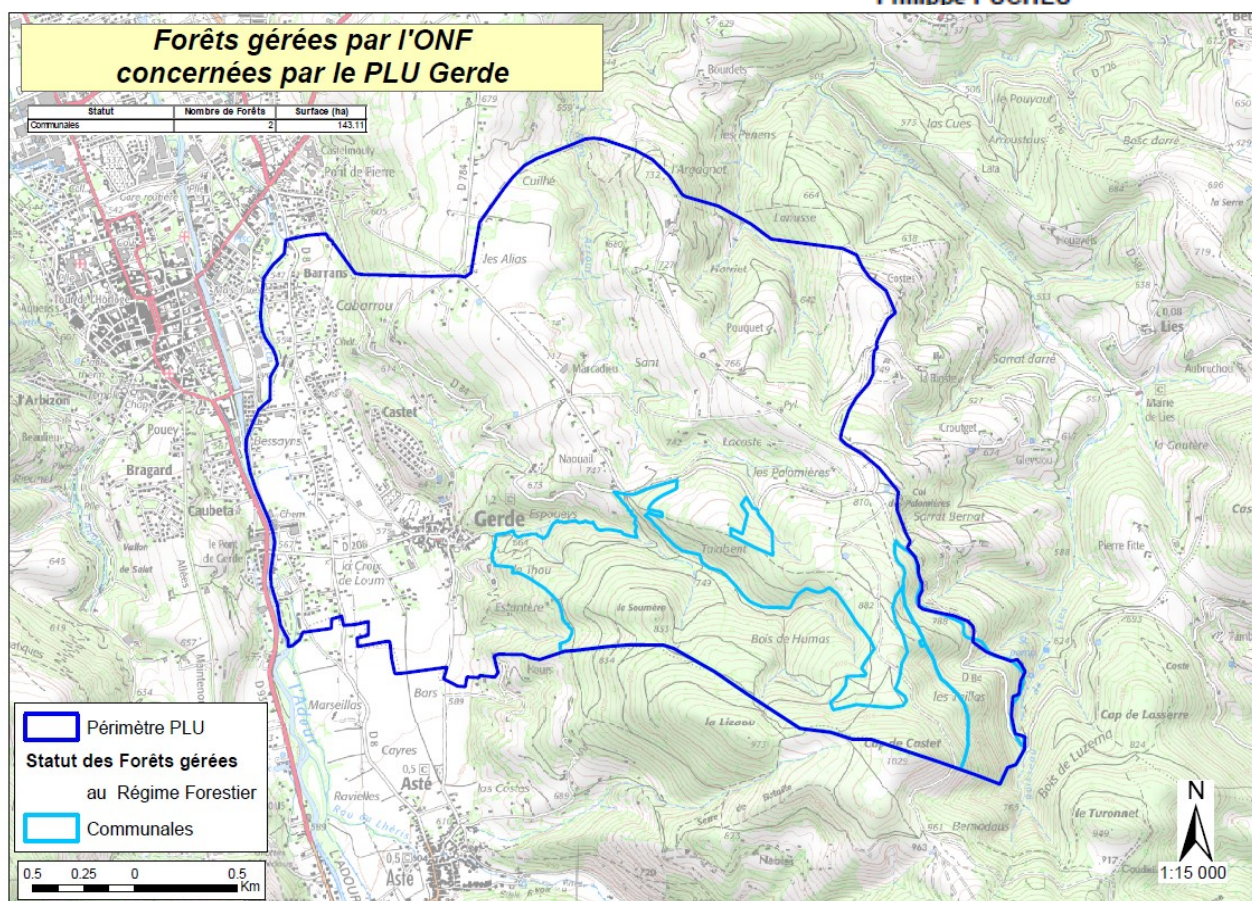
Classement des forêts publiques en espaces boisés classés (EBC, L113-1 du Code de l'urbanisme) : Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisement. Il entraîne le rejet de plein droit de toute demande d'autorisation de défrichement. Si le classement en EBC ne complique pas la réalisation de coupes réglées à l'aménagement forestier (absence de déclaration en mairie dans ce cas), il faut toutefois conseiller aux collectivités de n'utiliser ce classement qu'à bon escient. Il est en effet souvent inutile et contre-productif de classer en EBC l'intégralité de la forêt publique, le déclassement nécessitant une procédure de révision du document d'urbanisme (procédure de modification insuffisante). Ce classement peut toutefois être utile dans les zones où la pression foncière est forte (zones périurbaines notamment). Par conséquent, il ne nous paraît pas nécessaire que les périmètres des forêts bénéficient d'un classement en EBC dans le cadre du prochain PLU de Gerde.

Compte tenu des éléments évoqués ci-dessus, et à condition qu'ils soient bien repris dans le projet de PLU arrêté, l'ONF émet un avis favorable au projet de PLU arrêté.

Le Responsable du service Forêt,



Philippe PUCHEU



Avis de l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO)



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

Le Délégué Territorial

Dossier suivi par : Luc BLOTIN

Tél. : 05 59 02 86 62

Mail : l.blotin@inao.gouv.fr
inao-pau@inao.gouv.fr

COPIE

Monsieur le Président
Communauté de Communes de la Haute-Bigorre

BP 80156

65201 BAGNÈRES DE BIGORRE CEDEX

PAU, le 26 juillet 2019

V/Réf : Sophie BORTAYRE
763/2019 JB/SB

N/Réf : LB/ML
Objet : PLU Gerde

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 14/06/2019, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de PLU de la commune de GERDE.

La commune de GERDE est située dans l'aire géographique des AOP « Porc Noir de Bigorre » et « Jambon Noir de Bigorre ». Elle appartient également aux aires de production des IGP listées en annexe.

Une étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations qui suivent :

Le projet ne porte pas atteinte aux AOP « Porc Noir de Bigorre » et « Jambon Noir de Bigorre ».

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP concernées.

Nous vous engageons toute à prendre en compte les remarques remises par la CDPENAF visant à réduire l'impact sur le foncier agricole.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Pour la Directrice et par délégation,
Le Délégué Territorial Adjoint
Brice BESSON

Copie : DDTM 85

INAO - Délégation Territoriale Aquitaine Poitou-Charentes

Site de PAU
Maison de l'Agriculture - 124, boulevard Tourasse - 64078 PAU Cedex
TEL : 05 59 02 86 62 / TELECOPIE : 05 59 30 70 16
inao-pau@inao.gouv.fr - www.inao.gouv.fr